

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plérin, le 30/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRANDEFERT CARRIERES ET ISDI

7 Rue des Métiers
35730 Pleurtuit

Références : 2024.301
Code AIOT : 0005502158

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement BRANDEFERT CARRIERES ET ISDI implanté LA ROCHE 22160 Calanhel. L'inspection a été annoncée le 07/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANDEFERT CARRIERES ET ISDI
- LA ROCHE 22160 Calanhel
- Code AIOT : 0005502158
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitant, la société SAS CARRIERES DE BRANDEFERT, est autorisé depuis 1975 à exploiter une carrière à ciel ouvert sur la commune de Calanhel. Il est autorisé à exploiter également une installation de concassage, criblage de matériaux et à remblayer la carrière par des déchets inertes issus de chantiers de travaux-publics.

Un arrêté préfectoral complémentaire pris en date du 14 mars 2006 et modifié le 18 juin 2008 encadre les conditions d'exploitation de la carrière. L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date de cet arrêté.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	les retombées des poussières	AP de Mise en Demeure du 02/02/2024, article 2	Demande d'action corrective	30 jours
4	Tenue d'un registre	AP Complémentaire du 31/12/2007, article 3.10	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	les émergences sonores	AP de Mise en Demeure du 02/02/2024, article 3	Sans objet
3	Porter à connaissances	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 1.8.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Émissions de Poussières :

Lors de l'inspection du 25 juin 2024, les résultats des campagnes de mesure pour les premier et deuxième trimestres de 2024 ont révélé un faible empoussièrement au niveau des stations situées chez les riverains, notamment au bourg de Calanhel et au hameau de Kermenguy. Cependant, l'inspection a noté que les analyses actuelles ne prennent en compte que la fraction minérale des poussières. Afin de se conformer aux exigences réglementaires, il est impératif que les prochaines campagnes de mesures intègrent l'analyse de la fraction organique des poussières. La conformité de la carrière en matière d'émissions de poussières sera évaluée à l'échéance fixée par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 février 2024.

Émissions Sonores :

Lors de l'inspection du 25 juin 2024, il a été constaté que la carrière de Calanhel est en conformité avec l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 février 2024 en ce qui concerne les émissions sonores.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : les retombées des poussières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/02/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, poussière
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 février 2024 :</p> <p>La SAS Brandefert CARRIÈRES procède, sous un délai de 9 mois, à la mise en conformité de son site situé à Calanhel vis-à-vis du respect des émergences réglementaires imposée par l'article 19.7 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. Elle devra transmettre à l'inspection, sous un délai de 3 mois, un échéancier des travaux prévus pour mettre en conformité ses installations.</p> <p>Article 19.7 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m2/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m2/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p> <p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral de mise en demeure, daté du 2 février 2024, a été pris suite à des dépassements répétés entre 2022 et 2023 des concentrations admissibles en poussières atmosphériques. Ces dépassements ont été constatés à deux reprises, aux points de mesure 5 et 6, situés respectivement au bourg de Calanhel et au hameau de Kermenguy.</p> <p>Lors de l'inspection du 25 juin 2024, l'exploitant a précisé avoir pris les mesures suivantes pour limiter les émissions de poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"> • investi dans un canon directionnel : Cet équipement permet d'arroser les parties hautes des stocks. • réorganisé les stocks de sable initialement situés sur la plateforme haute de la carrière. Depuis le printemps 2024, un total de 18 451 m³ de sables a été déplacé et stocké sur une plateforme plus basse. <p>Lors de cette inspection, l'exploitant a présenté les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bilan de la campagne des retombées de poussières de l'année 2023. Ce bilan confirme des dépassements récurrents des seuils admissibles en poussières au niveau du bourg sud de Calanhel et du hameau de Kermenguy. - les résultats des campagnes de mesure du premier et deuxième trimestres de l'année 2024. Ces campagnes ont été réalisées par le prestataire IGC Environnement. Les résultats montrent :

- un faible empoussièrement pour les stations de type b situées chez les riverains dont le bourg de Calanhel et le hameau de Kermenguy,
- un empoussièrement faible à moyen pour les stations situées en limite de site,
- un empoussièrement faible pour la station témoin.

L'inspection a relevé une limitation importante dans le rapport sur les retombées de poussières. En effet, le rapport ne prend en compte que la fraction minérale des poussières, ce qui peut être justifié pour évaluer spécifiquement l'impact de l'exploitation de la carrière. Cependant, il est nécessaire de rappeler que la concentration admissible réglementaire en poussières est définie en termes de **poussières totales**, ce qui inclut à la fois les fractions minérale et organique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de se conformer aux exigences réglementaires, les prochaines campagnes de mesures devront inclure l'analyse de la fraction organique des poussières.

La conformité de la carrière concernant les émissions de poussières sera vérifiée à l'échéance de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 février 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : les émergences sonores

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/02/2024, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, bruit

Prescription contrôlée :

Article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 février 2024 :

La SAS Brandefert CARRIÈRES procède, sous un délai de 9 mois, à la mise en conformité de son site situé à Calanhel vis-à-vis du respect des émergences réglementaires imposée par l'article 4.7 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2004. Elle devra transmettre à l'inspection, sous un délai de 3 mois, un échéancier des travaux prévus pour mettre en conformité ses installations.

Article 4.7 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2006 intitulé «Extraction de matériaux autorisée» :

Les dispositions relatives aux émissions sonores des carrières sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement :

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs

admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral de mise en demeure, daté du 2 février 2024, a été émis en raison du dépassement des niveaux sonores autorisés dans les hameaux de Pantou et d'Izellan. Ces dépassements ont été constatés lors du contrôle des émissions sonores réalisé le 11 avril 2023. Le 14 juin 2024, l'exploitant a procédé à un nouveau contrôle des émissions sonores générées par sa carrière. Les mesures acoustiques ont été effectuées à des moments spécifiques de la journée, incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des mesures de bruit en période d'activité. - des mesures de bruit en l'absence d'activité. <p>L'inspection souligne que la fiabilité de l'étude acoustique pourrait être améliorée en prolongeant la durée des enregistrements au-delà des 30 minutes actuelles, afin d'obtenir des conditions sonores sur une période plus représentative.</p> <p>L'étude acoustique du 14 juin 2024 conclut à une émergence sonore mesurée de 1 dB(A) au hameau de Kerden et aucune émergence dans les autres hameaux.</p> <p>Considérant que l'étude acoustique du 14 juin 2024 confirme le respect des émergences maximales autorisées pour les hameaux environnants et du bourg de Calanhel, la carrière de Calanhel est en conformité avec l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 février 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Porter à connaissances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 1.8.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissances
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée à l'installation ou à son mode d'exploitation doit être préalablement portée à la connaissance du Préfet, accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 21 juin 2024, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance relatif aux modifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une augmentation de la quantité maximale de déchets inertes accueillis sur la carrière passant de 16 000 tonnes/an à 30 000 tonnes/an, • une modification de la cote de fond de fouille de 2m passant de 188 m NGF à 186 m NGF, • une hausse de la production moyenne de 300 000 à 500 000 tonnes par an, • une hausse de la production maximale de 500 à 600 000 tonnes par an, • une actualisation du phasage d'exploitation et du montant des garanties financières. <p>Afin de maîtriser l'augmentation du trafic engendrée par ces modifications, l'exploitant prévoit la création d'un pont métallique sur la RD11. Ce pont permettra de relier les deux secteurs de la carrière, supprimant les passages d'engins sur la route départementale, ce qui améliorera la</p>

<p>circulation et la sécurité des usagers à proximité de la carrière.</p> <p>Ces modifications ne sont pas encore mises en œuvre. L'exploitant prévoit de commencer leur réalisation à partir du 1er octobre 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées considère que la création du pont doit être réalisée avant toute augmentation de la production moyenne et maximale. De plus, la maîtrise des émissions de poussières doit être assurée avant toute augmentation de la production.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Tenue d'un registre

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/12/2007, article 3.10</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Déchets inertes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date de réception [...] • l'origine et la nature des déchets ; • le volume ou la masse des déchets ; • le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant de la vérification des documents d'accompagnement ; • le cas échéant, le motif de refus d'admission.
<p>Constats :</p> <p>Le 25 juin 2024, l'exploitant a présenté la procédure d'accueil des déchets inertes mise en place sur le site. Avant d'accepter ces déchets, le client est tenu de soumettre une déclaration d'acceptation préalable, dans laquelle il doit spécifier la localisation du chantier ainsi que la nature des déchets inertes à traiter.</p> <p>Si le chantier est situé dans une zone répertoriée comme site ou sol pollué, le client doit alors procéder à une analyse détaillée de la zone concernée afin de s'assurer que les matériaux respectent les critères d'admission de l'Installation de Stockage de Déchets Inertes.</p> <p>Lors de l'inspection du 25 juin 2024, l'exploitant a présenté une déclaration d'acceptation préalable datée du 29 mars 2024. Ce document mentionne la localisation du chantier, le volume et la nature des déchets, ainsi que les dates de la première livraison et de la fin du chantier. Cependant, il a été relevé que cette déclaration d'acceptation préalable n'était pas signée par le producteur ni par le demandeur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit veiller à ce que toutes les déclarations d'acceptation préalable soient dûment signées afin de garantir la traçabilité des déchets accueillis.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours